



En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://www.sntrs.fr>

Numéro 69 du 17 décembre 2004

Au CNRS, pendant les travaux, les soldes continuent !

Désidément, le Directeur Général du CNRS veut aller vite, très vite dans la mise en œuvre de sa réforme. Lors du Conseil d'Administration du 16 décembre, il a annoncé que son plan stratégique serait mis au vote début 2005. Pour s'assurer les marges de manœuvre suffisantes, il a programmé 5 réunions du CA lors du premier semestre 2005, les 10 février, 24 mars, 21 avril, 19 mai et 16 juin. Ainsi, il veut faire passer sa réforme avant même que la Loi d'Orientation et de Programmation soit votée à l'Assemblée Nationale.

Il se targue d'avoir organisé largement le débat. En fait de débat, il s'agit d'opérations de communication, voire de propagande.

Il emploie les méthodes habituelles : la censure, la désinformation et la surdité. Cela est particulièrement flagrant aux services centraux.

Censure : ordre est donné aux responsables de service du siège et des délégations de ne pas informer les personnels des conséquences de la restructuration sur leur avenir professionnel immédiat.

Désinformation : aucune réponse n'est donnée aux questions des personnels sur leur devenir. Bernard Larrou tutou a réuni les 1^{er} et 7 décembre des assemblées générales des personnels du Siège pour commenter les documents publiés au compte goutte sur le site du CNRS, et a refusé de leur donner la moindre information sur le nombre de services qui seront délocalisés voire supprimés, sur le nombre de personnels concernés par la réforme. Or, nous savons que le Ministère va mettre en vente les locaux de la rue Michel Ange, que la Délégation Paris Michel Ange va être supprimée, que les services seront délocalisés à Meudon, qu'il est question de réduire le nombre de personnels de la centrale des deux tiers... Une campagne NOEMI va s'ouvrir dans la première quinzaine de janvier, le CTP n'en a même pas été informé...

Surdité : aux revendications des organisations syndicales pour la tenue d'un vrai débat sur les réformes en cours, Bernard Larrou tutou répond qu'il ne veut plus discuter ! La réunion syndicats-direction du 9 décembre a été purement et simplement annulée.

Les relations avec les représentants élus des personnels se dégradent. Les réunions des instances statutaires : Commission nationale de restauration, Commission nationale d'action sociale, Commission nationale de formation permanente, sont déplacées ou annulées. Les dernières CAP d'avancement se sont déroulées dans un climat conflictuel, qui a abouti à la démission de l'ensemble des représentants des personnels de la CAP des Ingénieurs de Recherche.

Ne laissons pas s'installer un tel autoritarisme.

Informons largement les personnels de ce qui se trame.

Organisons tous une mobilisation d'ampleur en janvier pour combattre ces orientations.

Bonne fêtes à tous.